

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**Programme Personnalisé d'Accompagnement à  
l'Insertion Professionnelle (PPAIP) pour les  
établissements pénitentiaires et les Services  
Pénitentiaires d'Insertion et de Probation de la  
Direction interrégionale des services pénitentiaires  
du Grand Est**

**Marché n°25DISP67DBF29**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES (CCAP)**

*Code de la commande publique (CCP) adopté par l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre  
2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018*

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG**

19 rue Eugène Delacroix  
BP 16  
67035 STRASBOURG CEDEX 2

## Table des matières

I.	Dispositions générales du marché.....	3
1.	Parties au marché.....	3
2.	Objet du marché .....	3
3.	Documents contractuels .....	3
4.	Allotissement et lieux d'exécution .....	4
II.	Durée .....	5
III.	Prix et modalités de paiement .....	5
1.	Prix.....	5
2.	Avance .....	6
3.	Facturation.....	7
4.	Délai de paiement.....	8
5.	Paie ment des groupements, cotraitants et sous-traitants .....	8
IV.	Obligations et modalités d'exécution.....	8
1.	Obligation.....	8
2.	Hygiène et sécurité .....	9
3.	Mesures sociales et environnementales .....	9
4.	Prévention et gestion des conflits d'intérêts.....	9
5.	Confidentialité et mesures de sécurité .....	10
6.	Sous-traitance .....	10
V.	Contrôle de l'exécution des prestations.....	10
VI.	Pénalités .....	10
VII.	Clauses de résiliation.....	11
VIII.	Règlement des litiges et langue .....	12

# I. Dispositions générales du marché

## 1. Parties au marché

### **L'acheteur :**

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.

L'acheteur est l'Unité achats et marchés publics (UAMP) du Département du budget et des finances (DBF) de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Strasbourg.

Contact : [liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr](mailto:liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr)

### **Les services bénéficiaires :**

Les services bénéficiaires sont listés à l'article I.4. du présent CCAP.

### **Le titulaire :**

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

## 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un ensemble d'actions d'orientation professionnelle, de mobilisation et d'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, dénommé Programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle (PPAIP) dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) du Grand Est.

## 3. Forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée par un appel d'offre ouvert (article L 2124-2 du Code de la commande publique).

Le marché est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum de 1 400 000 € HT par an.

Le marché sera exécuté par émission de bons de commande. Ils précisent parmi les prestations décrites dans le marché, celles dont l'exécution est demandée. Ils en déterminent la quantité. Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau des prix unitaires.

## 4. Documents contractuels

Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - Annexe 1 : le bordereau de prix unitaire (BPU)
  - Annexe 2 : le cadre de réponse technique (CRT)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
  - Annexe 1 : fiche de prescription individuelle milieu ouvert
  - Annexe 2 : feuille d'émargement PPAIP individuel
  - Annexe 3 : feuille d'émargement PPAIP collectif
  - Annexe 4 : liste des participants d'un atelier collectif
  - Annexe 5 : fiche actions par atelier collectif
  - Annexe 6 : remontée statistiques trimestrielle
  - Annexe 7 : disponibilité des locaux en milieu fermé
  - Annexe 8 : expression de besoin prévisionnel SPIP VD
  - Annexe 9 : Modèle de synthèse DIAG
  - Annexe 10 : Questionnaire de satisfaction
- Le cahier des clauses de sécurité (CCS)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- Le mémoire technique du candidat
- Les formulaires DC1 et DC2

## 5. Allotissement et lieux d'exécution

Le présent marché est alloti géographiquement en 10 lots correspondants aux 10 départements du ressort de la DISP Grand Est :

Lot	Département	Établissement
1	08 - Ardennes	Maison d'arrêt de Charleville-Mézières
		Pôle milieu ouvert Charleville-Mézières
2	10 - Aube	Centre de détention de Villenauxe-la-Grande
		Centre pénitentiaire de Troyes-Lavau
		Pôle milieu ouvert de Troyes
3	51 - Marne	Maison d'arrêt de Châlons
		Maison d'arrêt de Reims
		Pôle milieu ouvert Châlons-en-Champagne
		Pôle milieu ouvert Reims
4	52 - Haute-Marne	Maison d'arrêt de Chaumont
		Pôle milieu ouvert Chaumont
5	54 - Meurthe-et Moselle	Centre de détention de Toul
		Centre de détention d'Écrouves
		Centre de semi-liberté de Briey
		Centre de semi-liberté de Maxéville
		Maison d'arrêt de Nancy
		Pôle milieu ouvert Briey

		Pôle milieu ouvert Nancy
6	55 - Meuse	Centre de détention de Montmédy
		Centre de détention de Saint-Mihiel
		Maison d'arrêt de Bar-le-Duc
		Pôle milieu ouvert Bar-le-Duc
		Pôle milieu ouvert Saint-Mihiel
7	57 - Moselle	Centre pénitentiaire de Metz
		Maison d'arrêt de Sarreguemines
8	67 - Bas-Rhin	Centre de détention de Oermingen
		Centre de semi-liberté de Souffelweyersheim
		Maison d'arrêt de Strasbourg
		Pôle milieu ouvert Saverne
		Pôle milieu ouvert Strasbourg
9	68 - Haut-Rhin	Centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach
		Maison centrale d'Ensisheim
		Pôle milieu ouvert Colmar
		Pôle milieu ouvert Mulhouse
		Structure d'accompagnement semi-ouvert de Colmar
10	88 - Vosges	Maison d'arrêt d'Épinal
		Pôle milieu ouvert Épinal
		Pôle milieu ouvert Saint-Dié

## II. Durée

Le présent contrat est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2026.

Il est reconductible tacitement trois fois pour une durée de 12 mois. Le marché sera échu au plus tard le 31 mai 2029.

La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne lieu à aucun versement de l'indemnité.

La durée globale de l'accord-cadre ne peut excéder 48 mois.

## III. Prix et modalités de paiement

### 1. Prix

#### a) Nature et contenu des prix

Les prix du marché sont traités à **prix unitaires**, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées pour chaque lot.

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autre et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter (frais de déplacement par exemple).

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

**Si un RDV n'est pas honoré par la PPSMJ, le RDV sera payé uniquement en fin de parcours. Un atelier collectif comprenant moins de deux participants ne pourra pas être payé.** Pour les ateliers collectifs, en cas d'annulation par l'administration au moins 5 jours ouvrable avant, il ne sera pas dédommagé.

Les rendez-vous collectifs sont payés selon le nombre d'heures réalisées et non selon le nombre de participant

#### b) Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables annuellement, le mois de la remise de l'offre initiale, Opendant la durée de validité de l'accord-cadre, à la demande du titulaire, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

La référence utilisée est : SYNTEC. La révision est réglée par les dispositions suivantes :

$$P1 = P0 (0,40 + 0,60 \times (I1/I0))$$

P1 : prix de règlement après la révision

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement

I1 : dernier indice publié et disponible deux mois avant la date d'effet de la révision

I0 : indice du mois de dépôt des offres pour la première révision, puis pour les révisions ultérieures, indice utilisé pour la précédente révision

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

La révision des prix doit s'appliquer sur le prix HT. Cette même obligation s'applique aux titulaires non assujettis à la TVA.

Toute demande de révision tarifaire annelle devra, le cas échéant, être adressée par courriel à [liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr](mailto:liste.uamp.disp-strasbourg@justice.fr) ou par lettre recommandée avec avis de réception à : Unité des Achats et des Marchés Publics (UAMP) - Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) du Grand Est - 19 rue Eugène Delacroix – BP 16 – 67035 STRASBOURG Cedex 2, dans un délai d'un mois avant la date d'application du prix révisé. La DISP dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de la proposition du titulaire pour lui notifier sa décision.

## 2. Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises. Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant en paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est de 20% (30% pour les PME).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une caution personnelle correspondant au montant de l'avance devra être fournie par le titulaire préalablement au versement de l'avance, sous peine de non-versement de cette dernière.

### 3. Facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, elle sera rejetée par la personne publique. Les feuilles d'émargement (du 1er au 31 du mois), accompagnées de la facture, de la prescription ou de la liste des participants aux ateliers collectifs, seront déposées sur la plateforme RESANA.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisées).

**Les demandes de paiement seront libellées à l'adresse suivante :**

**Service de la Dépense  
CGF Justice DDFIP 54 (Meurthe et Moselle)  
NANCY UNITE MINJU  
47 RUE SAINTE-CATHERINE  
CS 60069 – 54036 NANCY**

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- Le code service exécutant : CGFDJUS054
- La destination État/SIRET
- Le numéro d'EJ
- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le cas échéant, le numéro de SIRET
- Le numéro du compte bancaire ou postal

- Le numéro du marché
- La désignation de l'organisme débiteur
- La date d'exécution des prestations
- Le montant des prestations admises, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants)
- La date de facturation
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

#### 4. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 5. Paiement des groupements, cotraitants et sous-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## IV. Obligations et modalités d'exécution

### 1. Obligation

Le titulaire est soumis à une **obligation de moyen** pour l'exécution des prestations en objet du présent accord-cadre et sous réserve de cause imputable à la DISP.



Les programmes doivent être prescrits avant la fin du marché. Après la fin du marché, les prescriptions données pourront s'étendre au plus tard au 30 mai de l'année de clôture du marché.

## 2. Hygiène et sécurité

Le prestataire aura la charge entière de la stricte application des mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par les lois et règlements en vigueur et sera tenu, sous sa seule responsabilité, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter les accidents aux employés du prestataire ou à des tiers.

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. À ce titre, il est tenu de se conformer aux mesures prévues par les articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail.

Le prestataire demeure entièrement responsable de son personnel pendant toute la durée de ses prestations. Il doit instruire son personnel des mesures et consignes qui régissent les conditions d'exécution du travail et vérifier qu'elles soient rigoureusement appliquées.

## 3. Mesures sociales et environnementales

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements français. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande.

Le candidat décrira dans le CRT les dispositions prises concernant :

- **La politique favorable au handicap**
- **Le respect de la parité homme –femme**
- **Les risques psychosociaux**

**Le choix de lieux de formation ou de réunion proposé par le titulaire est accessible en transport en commun**, à la fois dans une démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais également pour permettre aux bénéficiaires du programme d'y accéder facilement. Dans un souci de développement durable et lorsque cela est possible, la version dématérialisée des supports sera à privilégier.

## 4. Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Le titulaire a l'obligation de porter à la connaissance de la DISP sans délai les liens qui l'uniraient à elle ou à d'éventuels opérateurs économiques, et plus généralement de l'avertir de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts au regard de la mission confiée au titre des présentes et lui soumet les mesures qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

En outre, le titulaire s'engage à divulguer à l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

La DISP se réserve la faculté de résilier le présent marché, de plein droit et sans indemnités à sa charge, lorsque le cas de conflit d'intérêts est porté à sa connaissance et lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens.

## 5. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG FCS.

Les conditions d'accès aux établissements sont détaillées dans le cahier des clauses de sécurité (CCS) en annexe.

## 6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société. Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation de l'accord-cadre sans indemnités.

## V. Contrôle de l'exécution des prestations

Le titulaire devra joindre aux factures la prescription de la personne suivie et les feuilles d'émargement.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par une personne habilitée de l'établissement, au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, la DISP prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

## VI. Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, chaque pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable après avoir informé le titulaire de la constatation du manquement. Les pénalités définies au contrat sont cumulables. Le montant maximum des pénalités cumulées ne peut pas excéder 30 % du montant total HT du marché.

Objet de la pénalité	Montant
RDV non honoré par l'intervenant sans justification	100 € par jour RDV non honoré
Dépassement du délai entre la prescription et le premier rendez-vous	50 € par jour ouvré de retard
Dépassement de la durée de l'accompagnement prévue (3 mois consécutifs)	50 € par RDV effectué au-delà du délai de 3 mois
Non remplacement en cas d'absence ponctuelle (prévue et non prévue)	50 € par jour ouvré passé le délai de 48h

Non remplacement en cas de changement d'intervenant dans un délai de 15 jours ouvrables	50 € par jour ouvrables de retard
Non fourniture des justificatifs avec les factures (feuilles d'émargements, et prescription	100 € par facture
Absence de convocation dans les 5 jours ouvrable à réception d'une prescription	50 € par absence de convocation
Non transmission de documents prévus au marché (remontées statistiques trimestrielles, bilan qualitatif et quantitatif, bilan individuel, etc)	50 € par jour et par document
Travail dissimulé	10 % du montant TTC de l'accord cadre
Absence de remplacement dans les 48h en cas d'absence non prévue	50 € par jour ouvré de retard

## VII. Clauses de résiliation

**L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations** faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 CCAG FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 CCAG FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

**L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :**

- Soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- Soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché

initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **VIII. Règlement des litiges et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif territorialement compétent est habilité à statuer sur les litiges.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.